

En Ile-de-France, l'urbanisation des terres agricoles en débat

© 23/02/2018 |  Terre-net Média

Après Notre-Dame-des-Landes, les projets d'infrastructures ou de zones commerciales sur des terres agricoles péri-urbaines, comme Europacity près de Paris, sont contraints de prendre en compte les nouvelles résistances qui s'organisent pour sauvegarder ces terres.

A lors que l'urbanisation des terres est repartie à la hausse en 2016 en France après un mouvement de baisse les années précédentes, Europacity, située près de Roissy, propose d'implanter d'ici à 2024 un parc d'activités à vocation touristique et culturelle sur 80 hectares de terres encore agricoles du Val-d'Oise, autrefois zones de maraîchage destinées à ravitailler Paris.

Initialement critiqué comme une « dubaïsation » de l'Ile-de-France, en raison des pistes de ski artificiel inscrites dans le projet et de l'abondance de centres commerciaux évoquant l'émirat de Dubaï, le projet est désormais voué aux gémonies en raison **du bétonnage prévu de terres** qui furent parmi les plus fertiles d'Europe.

Une pétition proposant un projet alternatif baptisé Carmat, bâti autour d'une économie agricole circulaire, mêlant agro-écologie et recyclage, a suscité la riposte des promoteurs d'Europacity, filiale immobilière du groupe Auchan et le groupe chinois Wanda. Parmi les critiques qui qualifient le projet de 3 milliards d'euros de « folie » et demandent de « cultiver le bien commun », figurent des intellectuels, des scientifiques, des personnalités très diverses, d'Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, à la présidente du premier syndicat agricole français Christiane Lambert, en passant par José Bové et Edgar Morin.

Benoît Chang, directeur-général d'Alliages et territoires, la société chargée de conduire Europacity, répond que le projet évoque un « écosystème urbain exemplaire de transition écologique », créateur d'emplois dans un « nouveau quartier » qui revitalisera des zones de relégation autour de Gonesse.

Malgré son programme de désendettement en cours, l'engagement du groupe chinois Wanda sur ce projet « emblématique » est « total », ainsi que « celui d'Immochan », la filiale d'Auchan, promet-il.

« Compromis et intérêt général »

Il en veut pour preuve que le numéro deux du groupe chinois faisait partie des invités d'Emmanuel Macron à Versailles début janvier au milieu d'autres investisseurs étrangers en France. Le début de la construction est prévu pour 2019-2020, suivi de quatre ans de chantier, à condition que la ligne 17 du métro du futur Grand Paris Express soit bien maintenue et financée dans les temps. Pour lui, la région Ile-de-France a choisi de développer cette partie du « triangle de Gonesse », pour pouvoir mieux « sanctuariser les 400 hectares au nord » d'Europacity. « C'est bien une question de compromis et d'intérêt général », dit-il à l'AFP, en s'adressant aux pétitionnaires. « Nous avons des convictions fortes pour l'utilité sociale du projet » qui devrait offrir du loisir et des emplois et ainsi désenclaver l'est du Val-d'Oise, encore marqué par les émeutes de 2007 à Villiers-le-Bel.

Est-ce l'argument agricole qui a fait mouche ? Ou un récent coup de menton de Nicolas Hulot contre **le bétonnage des terres agricoles** ? Europacity semble avoir légèrement fait évoluer son projet. Durant le Salon de l'agriculture qui ouvre ses portes samedi à Paris, Europacity devrait ainsi annoncer son intégration au projet « **Happy Vallée** », qui se veut une future « vitrine de l'agriculture française » le long de l'autoroute A1 sur l'axe Paris-Roissy. C'est la filiale **Agrosolutions** du groupe de coopératives agricoles InVivo qui pilote ce projet « dont la vocation première sera nourricière », avec toutes les technologies agricoles innovantes, assure InVivo.

De quoi couper l'herbe sous les pieds des opposants ? « Il faut reconnaître que les terres actuelles, occupées par une agriculture conventionnelle ayant utilisé beaucoup d'engrais et d'intrants, n'ont guère d'avenir agricole car les sols sont épuisés », admet l'un d'entre-eux. Néanmoins, juge-t-il, « si l'on mettait en œuvre un vrai projet d'agro-écologie, le site d'Europacity pourrait devenir un véritable laboratoire de la transition agricole » en cours.